



OBSERVATOIRE de la santé mondiale

FONDS MONDIAL : QUELLES PERSPECTIVES POUR LA SANTÉ MONDIALE ?

Entretien avec

Fabrice Ferrier / Co-fondateur et directeur, Focus 2030
Léa Fuiet / Responsable Recherche & Plaidoyer, Focus 2030

Novembre 2025



ENTRETIEN AVEC



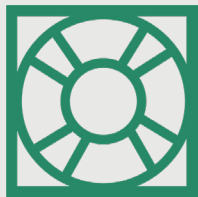
Fabrice Ferrier / Co-fondateur et directeur, Focus 2030



Léa Fuiet / Responsable Recherche & Plaidoyer, Focus 2030

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire de la santé mondiale – Global Health – s'inscrit dans une double perspective : répondre aux vulnérabilités sanitaires exacerbées par les crises contemporaines, tout en intégrant les dynamiques géopolitiques qui structurent l'accès aux soins de santé et les financements des services sanitaires. À travers une approche critique de la gouvernance sanitaire mondiale, il soutient des réseaux d'acteurs locaux capables de formuler des réponses équitables, résilientes et écologiquement responsables.



PROGRAMME
**SÉCURITÉ
HUMAINE**

La sécurité humaine est une approche interdisciplinaire centrée sur l'individu qui répond à la complexité des crises contemporaines. Celle-ci redéfinit les paradigmes classiques de la sécurité, en insistant sur la protection contre les menaces systémiques (violences, pauvreté, santé, environnement, déplacement, gouvernance) et sur le renforcement des capacités locales.

Dans un monde marqué par la convergence des crises – conflits armés, pandémies, changements climatiques, crise de la gouvernance –, le programme Sécurité humaine de l'IRIS vise à analyser ces différents enjeux en les articulant avec les notions de justice sociale, de développement durable et de paix positive et inclusive. Il entend également contribuer à penser l'action publique et internationale au plus près des vulnérabilités et des résiliences sociales. Il est dirigé par Fatou Élise Bas, chercheuse à l'IRIS.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

IRIS : Qu'est-ce que le Fonds mondial ? Comment fonctionne-t-il et quels sont ses objectifs ?

FOCUS 2030 : Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est un **partenariat international** qui mobilise et investit des ressources pour soutenir des **programmes locaux** de **prévention**, de **traitement** et de **soins** des trois maladies dans plus de **100 pays**. Le Fonds mondial a été créé en **2002** sous l'impulsion de l'Union africaine et du G8, à un moment où les inégalités en santé entre pays riches et pauvres s'aggravaient sous l'effet dévastateur du VIH/sida, de la tuberculose et du paludisme.

Basée à Genève, l'organisation vise à **accélérer l'éradication de ces trois maladies infectieuses** en finançant des initiatives menées par les pays eux-mêmes, en collaboration étroite avec les organisations de la société civile et les communautés concernées. De manière concrète, la moitié environ des subventions du Fonds mondial concernent l'achat et la fourniture d'**outils de lutte contre les trois maladies**. Il soutient par exemple la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide pour prévenir le paludisme, le financement de thérapies antirétrovirales pour les personnes vivant avec le VIH, ou la distribution de tests rapides de dépistage de la tuberculose.

Mais son action ne se limite pas aux trois maladies : par exemple, il finance des **campagnes de sensibilisation**, il soutient le **renforcement de certaines composantes clés des systèmes de santé** nationaux (ressources humaines, y compris des agents et agentes de santé communautaires, réseaux de laboratoires, surveillance épidémiologique, fourniture d'oxygène, chaînes d'approvisionnement, etc.). Il veille également à la durabilité des progrès accomplis en encourageant l'intégration des services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme dans les systèmes de soins de santé primaires des pays, ainsi que leur autofinancement.

Le Fonds mondial s'organise autour d'une **gouvernance originale** où chaque acteur, pays donateur et bénéficiaire, mais également organisation non gouvernementale, agence onusienne, secteur privé et population touchée par les trois maladies, bénéficie d'une voix au chapitre. Le partenariat concentre son soutien sur une ou deux priorités programmatiques clés par pays, afin de maximiser l'impact et de renforcer l'intégration des interventions dans les systèmes de santé nationaux. En tant que **plateforme de financement**, le Fonds mondial ne met pas en œuvre directement les programmes. Il canalise les ressources vers les pays les plus affectés, en appui à des partenaires locaux. Chaque subvention repose sur un **dialogue entre parties concernées**, des **objectifs quantitatifs et qualitatifs mesurables** et des **mécanismes de redevabilité**. La stratégie du Fonds mondial pour les trois prochaines années vise à **préserver 23 millions de vies**, en abaissant le nombre de décès imputables au sida, à la tuberculose et au paludisme à 920 000 en 2029, contre plus de 2,3 millions en 2023 (et plus de 4 millions en 2005).

Depuis sa création, quels ont été les succès notables du Fonds ayant notamment permis sa pérennité ?

Le Fonds mondial est unanimement reconnu comme une « *success story* ». Rares sont les organisations financées par l'aide publique au développement en mesure de démontrer un tel retour sur investissement. Depuis son lancement en 2002, le Fonds mondial a ainsi permis de **préserver 70 millions de vies, réduisant le taux de mortalité combiné du sida, de la tuberculose et du paludisme de 63 %**. Dans 15 pays d'Afrique subsaharienne, l'espérance de vie est passée de 49 à 61 ans, et plus de la moitié de cette augmentation est attribuable aux progrès réalisés dans la lutte contre les trois maladies. Ainsi, dans les plus de 100 pays soutenus par le partenariat, le nombre de décès liés au sida a chuté de 74 % entre 2002 et 2024 en moyenne. Sans prévention ni traitement, ils auraient augmenté de 90 %. Quant au nombre de décès imputables à la tuberculose (exclusion faite des décès de personnes vivant avec le VIH), il a diminué de 40 % entre 2002 et 2023, contre une hausse théorique de 134 % en l'absence de mesures de contrôle de la maladie. Enfin, les décès imputables au paludisme ont diminué de 29 %, contre une hausse de 94 % envisagée en l'absence d'intervention.

Par ailleurs, le Fonds mondial encourage la **mobilisation de ressources domestiques** pour financer les services de santé, à travers des exigences de cofinancement des programmes, du plaidoyer et de l'assistance technique. Cette approche favorise la transition vers des systèmes de santé financés par les pays eux-mêmes. Ainsi, depuis 2002, 52 programmes de lutte contre les trois maladies dans 38 pays se sont affranchis du soutien du Fonds mondial. Mouvement trop rarement observé dans le domaine de l'aide publique au développement, de nombreux pays bénéficiaires de son action ont fait le choix de contribuer eux-mêmes en tant que bailleurs à l'organisation, au-delà des exigences de cofinancement.

Un autre aspect crucial réside dans les activités « **d'orientation des marchés** » du Fonds mondial. Il tire parti de son pouvoir d'achat collectif pour négocier avec les fabricants et abaisser les prix, afin de les rendre accessibles à toutes les populations. Par exemple, lorsque le Fonds mondial a été créé, le coût de la thérapie antirétrovirale pour une personne pendant un an était d'environ 10 000 dollars. Aujourd'hui, il n'est plus que de 35 dollars. Plus récemment, le partenariat a annoncé qu'il serait en mesure de garantir l'accès au Lénacapavir, un médicament révolutionnaire pour la prévention du VIH tout juste approuvé par les autorités sanitaires, aux pays à revenu faible et intermédiaire en même temps qu'aux pays à haut revenu, une première.

Il est aussi utile de mentionner le « **retour sur investissement** » de l'action du Fonds mondial. Il est estimé que chaque dollar investi dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme génère des économies en soins de santé primaire (journées d'hospitalisation et consultations ambulatoires) de 19 dollars. Ainsi, depuis 2002, le partenariat a permis plus de **100 milliards de dollars d'économies**.

Quels sont les enjeux actuels liés au processus de reconstitution du Fonds, notamment en termes de mobilisation des États et des bailleurs ? Quelles perspectives celui-ci ouvre-t-il, notamment en vue de l'Agenda 2030 ?

En dépit des avancées réelles enregistrées depuis le début des années 2000, la communauté internationale demeure **très en retard sur les objectifs qu'elle s'est fixés** pour la lutte contre les trois maladies, à atteindre d'ici 2030. En matière de VIH, elle vise une réduction de 90 % des nouvelles infections par rapport à 2010. Fin 2023, elles n'avaient baissé que de 39 %. La lutte contre la tuberculose progresse encore plus lentement : si l'objectif est une baisse de 80 % de son taux d'incidence par rapport à 2015, on ne constatait en 2023 qu'une réduction de 8,3 %. Pire, la même année, l'incidence du paludisme avait progressé de 4,1 % par rapport à 2015... contre un objectif de 90 % de réduction d'ici 2030.

Le 21 novembre à Johannesburg, le Fonds mondial organise sa 8^{ème} levée de fonds, ou reconstitution. Son objectif est de mobiliser au moins 18 milliards de dollars afin de financer son action en 2027-2029. Pleinement atteint, cet objectif de levée de fonds permettrait de réduire de 54 % le taux d'incidence des trois maladies d'ici 2029. Toutefois, **il est à craindre que les bailleurs ne soient pas au rendez-vous**. Le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui figurent parmi les cinq plus grands donateurs du partenariat, ont d'ores et déjà annoncé une baisse de leurs contributions. Les États-Unis et la France, les deux principaux pays bailleurs de l'organisation, ont procédé à des coupes drastiques dans leur aide publique au développement, laissant présager un désengagement de leur part. Ce renoncement des pays les plus riches fait peser un risque incommensurable sur la sécurité sanitaire mondiale.

De plus, il doit être noté que même si le Fonds mondial parvient à lever 18 milliards de dollars, cette somme ne couvrira que 13 % des besoins financiers pour la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme dans ses pays d'intervention. Une autre partie devrait être couverte par des ressources nationales (50 %) et des financements externes autres que ceux du Fonds mondial (17 %). Ainsi, seuls 79 % des besoins totaux en ressources seront couverts pour la période 2027-2029.

Dans ce contexte, la perspective de l'élimination des trois maladies en tant que menaces pour la santé publique d'ici 2030 s'éloigne d'autant plus. Les progrès dépendront de la volonté politique et des engagements financiers consacrés à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Quel rôle a joué la France dans le Fonds mondial, tant sur le plan historique que dans ses contributions actuelles et son influence politique ?

La France a joué un rôle important dans la création du Fonds mondial. Déjà en 1997, le Président Jacques Chirac invitait les partenaires de la France à « créer d'urgence un Fonds de Solidarité

Thérapeutique »¹ pour la lutte mondiale contre les maladies infectieuses, et le VIH en particulier. Cet appel s'est concrétisé en 2002 avec la mise en place du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis, chaque reconstitution triennale a été l'occasion pour la France d'augmenter le montant de sa contribution, jusqu'à atteindre 1,6 milliard d'euros pour la période 2023-2025. Elle est ainsi le **deuxième bailleur historique du Fonds mondial**, derrière les États-Unis, et le premier européen. Depuis sa création, elle a apporté plus de 10 % des ressources de l'organisation ; on peut dès lors estimer que **le soutien français a permis de préserver plus de 7 millions de vies**.

Ceci lui confère une certaine influence dans la gouvernance du Fonds mondial. Elle siège parmi les 20 membres du Conseil d'administration ayant un droit de vote et est impliquée dans deux des trois comités permanents chargés de préparer et d'assurer le suivi des travaux du Conseil d'administration. La France a accueilli en 2019 à Lyon la 6^e conférence de reconstitution du Fonds mondial, lors de laquelle un montant historique de 14 milliards de dollars avait été levé.

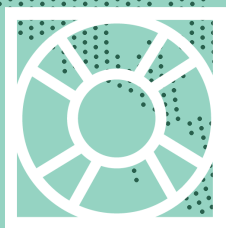
La France est également à l'origine, avec le Brésil, de la création en 2006 d'**Unitaid**, une organisation qui permet d'accélérer l'introduction de solutions innovantes et moins coûteuses pour prévenir et traiter le VIH, la tuberculose et le paludisme, et ainsi de démultiplier l'impact des actions du Fonds mondial. En 2011, pour répondre aux difficultés de certains pays, notamment francophones, à accéder aux subventions du Fonds mondial, la France a créé **L'Initiative**, qui appuie les pays dans l'élaboration des demandes de financement du Fonds mondial, puis les accompagne afin d'accroître l'impact des subventions sur le terrain. L'Initiative se voit confier chaque année une proportion de la contribution française au Fonds mondial. De 5 % à sa création, sa dotation a atteint 20 % pour la période 2023-2025.

L'engagement financier de la France envers le Fonds mondial a notamment été permis grâce à l'adoption de **mécanismes innovants de financement du développement** : la taxe de solidarité sur les billets d'avion en 2005 et la taxe sur les transactions financières en 2012. Une partie des recettes de ces deux taxes était, jusqu'au début de 2025, directement allouée au financement d'organisations multilatérales en matière de santé, éducation et climat, dont le Fonds mondial, permettant une certaine pérennité de l'implication de la France. La **suppression de ce mécanisme** en 2025, conjuguée à des **coupes drastiques dans son aide publique au développement**, laisse toutefois craindre un **désengagement historique** de la France à l'occasion de la 8^e reconstitution.

Verdict le 21 novembre...

¹ Jacques Chirac, « Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la lutte contre le Sida en Afrique, l'aide au développement, la solidarité internationale pour la prévention et la mise en œuvre de traitements coûteux », ouverture de la 10^e Conférence internationale sur les maladies sexuellement transmissibles et le sida, Abidjan (Côte d'Ivoire), 7 décembre 1997, consulté le [date d'accès], <https://www.vie-publique.fr/discours/207830-discours-de-m-jacques-chirac-president-de-la-lutte>.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
**SÉCURITÉ
HUMAINE**



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.